

la lettre

RESACOOOP

51 décembre 2007

PAROLE D'ACTEURS

Du jumelage à la coopération décentralisée, un engagement à concrétiser

Les prochaines Rencontres Nationales de la coopération décentralisée franco-burkinabè à Ouagadougou vont être l'occasion de nous questionner avec nos partenaires sur nos pratiques et nos attentes. Pour la Ville d'Annecy-le-Vieux, elles ouvrent une étape importante de l'histoire de son jumelage avec la Ville de Dori, marquée par la volonté politique affichée de passer du « simple jumelage » à un partenariat de coopération décentralisée.

Le jumelage Annecy-le-Vieux/Dori date de 1987. Sa mise en place, comme de nombreux jumelages avec les régions sahéliennes, fait suite aux sécheresses et famines qui touchèrent cette localité et à la volonté de la Ville d'Annecy-le-Vieux de venir en aide aux populations. Les actions humanitaires (envoi de livres, constructions d'un dispensaire, d'une école...) se succédèrent, portées par l'association ancilevienne de jumelage, Échanges Sahel. En 2000, il est cependant apparu nécessaire de recadrer les activités en accord avec le Comité local de Jumelage et la Mairie de Dori afin de donner plus de cohérence aux actions et définir des priorités; l'assainissement fut ainsi retenu comme projet prioritaire. Vaste sujet touchant à la fois les déchets solides, les eaux usées et les eaux pluviales, l'assainissement demeurant le parent pauvre des services de base.

Suite à l'évolution récente de la décentralisation au Burkina Faso, il relève maintenant de la compétence municipale. Dori, ville de 30 000 habitants, chef-lieu de la région du Sahel, ne dispose pour l'assurer d'aucun moyen financier ni humain, comme beaucoup d'autres villes d'Afrique sub-saharienne.

La première étape fut de financer les études pour définir le schéma directeur

d'assainissement en concertation et avec la participation des acteurs locaux. Étape suivie de la recherche de cofinancements pour lancer le plan de gestion des déchets solides; cette première phase opérationnelle, en cours de réalisation, est cofinancée par Annecy-le-Vieux, le Ministère des Affaires étrangères français et la coopération danoise.

Dans le même temps, il nous a paru indispensable de doter la Ville de Dori de compétences techniques et c'est ainsi qu'Échanges Sahel finance depuis 2005 le poste du responsable technique municipal.

Aujourd'hui, l'association de jumelage Échanges Sahel et la Ville d'Annecy-le-Vieux souhaitent aller plus loin dans la coopération décentralisée sur les thématiques de l'assainissement et de la préservation de la ressource en eau. Ainsi, des financements ont été sollicités dans le cadre de la loi Oudin, loi dont RESACOOOP s'est fait l'écho lors d'une journée d'information le 18 juin 2007 à Valence. Les perspectives sont grandes et vont permettre de mobiliser des ressources financières pour le plan de gestion des eaux usées.

De son côté, la Ville de Dori anime un cadre de concertation autour de ce projet et recherche des partenaires pour la gestion

Une des caractéristiques de la coopération décentralisée franco-burkinabè est sa diversité de méthodes, d'actions, d'espaces et de temps. Depuis les dernières assises de Ouagadougou en 2002, nous constatons que les actions conduites par les collectivités françaises, leurs comités de jumelages et acteurs locaux, ont beaucoup évolué. D'actions souvent à caractère ponctuel, celles-ci s'inscrivent aujourd'hui davantage dans les plans locaux de développement, sur le long terme et en conformité, la plupart du temps, avec les évolutions institutionnelles mises en œuvre au Burkina Faso. Nous constatons également que se développe, de plus en plus, un volet « Nord » de ces partenariats avec des actions telles que : sensibilisation des services des collectivités territoriales, éducation au développement, développement culturel, engagement de partenaires économiques. Les prochaines Rencontres de Ouagadougou des 6 et 7 décembre 2007, axées

sur les contributions des acteurs de la coopération décentralisée au développement des collectivités territoriales, vont permettre à l'ensemble des acteurs de la coopération décentralisée d'échanger sur trois thèmes principaux :

- Coopération décentralisée et appui institutionnel
- Coopération décentralisée et valorisation des ressources
- Synergies possibles entre les collectivités du Burkina Faso et les PME françaises.

Ces rencontres seront également l'occasion pour l'ensemble des acteurs de mieux se connaître, de mieux se comprendre, d'échanger sur leurs attentes réciproques et par là même, de mieux coopérer pour lutter contre la pauvreté et les inégalités, et atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Michel Roux, Ville de Chambéry
Conseiller Municipal délégué,
Président du Groupe Pays Burkina Faso
à Cités Unies France

édito

Resacoop - 19 rue d'Enghien - 69002 Lyon - tél. 04 72 77 87 67 - fax 04 72 41 99 88 - mail@resacoop.org - www.resacoop.org
Comité de rédaction : Lucie Carezza - Rose-Marie Di Donato - David Hacquin - Corinne Lajarge - Corinne Lajarge - Isabelle Taine // Création / mise en page : crescent O 04 72 73 05 92
Impression : Imprimerie du Mont-Saint-Rigaud // Imprimé en 2 500 exemplaires // ISSN en cours

Santé Diabète Mali

L'ONG française Santé Diabète Mali (SDM) est la première ONG internationale travaillant sur la prévention et la prise en charge du diabète sucré dans les pays en développement. Santé Diabète Mali implante des projets de terrain au Mali et appuie différents pays africains pour la mise en place de projets spécifiques de prévention et prise en charge du diabète. Au Mali, SDM aborde cette problématique en développant 4 axes d'activité :

- Le volet « recherche » qui développe des actions permettant d'augmenter les connaissances sur la pathologie diabétique au Mali,
- Le volet « Information Éducation par la Communication (IEC) » qui développe des actions de prévention primaire afin de diminuer l'apparition de la maladie au sein des populations,
- Le volet « formation du personnel soignant et restructuration des soins du diabète » qui permet de décentraliser la prise en charge du diabète au Mali, en donnant aux malades l'accès à une prise en charge de qualité, à des médicaments et des analyses disponibles et moins coûteux,
- Le volet « dynamisation des associations de patients diabétiques » qui favorise la création et la dynamisation d'associations de patients dans les zones où les consultations ont été rendues disponibles.

Le développement de ces 4 axes a permis de développer une prise en charge de qualité pour plus de 5 000 patients diabétiques maliens en réduisant fortement le coût de la prise en charge : prix des antidiabétiques oraux divisés par 10 et prix de l'insuline diminué de 38 %.

Contact

Stéphane Besançon
 Directeur des programmes - Santé Diabète Mali
 17 avenue Malherbe - 38 100 Grenoble
 tél. 06 24 51 82 69 - santediabetemali@wanadoo.fr
www.santediabetemali.org
 Délégation SDM Mali - BP 2736 - Bamako - Mali
 tél. (223) 221 95 66 - (223) 676 86 85

Transhuma

convoi à destination du Burkina-Faso

Avis aux intéressés ! L'association Transhuma, spécialisée dans le transport par voie terrestre (aide humanitaire), renouvelle son opération « Un groupage inter-associatif à destination du Burkina Faso ». Son semi-remorque prendra la route le 15 janvier 2008. Elle invite les associations désirant expédier du matériel dans ce pays à les contacter au plus vite.

Contact

Jean-Luc Chambon - Association Transhuma
 28 impasse des Clous - 74 500 Publier
 tél. 04 50 70 87 08 ou 06 14 90 45 25
trans-huma@wanadoo.fr - www.transhuma.org

AU PLAN REGIONAL

Sri Lanka : réunion de restitution

Dans les semaines qui avaient suivi le tsunami du 26 décembre 2004, la Région Rhône-Alpes avait décidé d'aller plus loin que l'aide d'urgence au Sri Lanka en engageant, en partenariat avec quatre autres collectivités locales de Rhône-Alpes, un projet de réhabilitation de 4 dispensaires et d'un hôpital de district dans la Province de Sabaragamuwa. C'est la Plateforme d'Insertion par l'humanitaire et la coopération, basée à Romans, qui a assuré la coordination des actions. Après deux années de réalisation, la Région Rhône-Alpes a confié au bureau d'études Etic Nord Sud une mission d'évaluation à mi-parcours de l'opération. Une présentation des résultats a été organisée le vendredi 9 novembre 2007 avec les principaux partenaires du projet, ces derniers se retrouvant ensuite en comité de pilotage pour définir les nouvelles orientations du projet.

Contact • Mathilde Chassot, Direction Europe, relations internationales et coopération décentralisée

AU PLAN NATIONAL

Coopération décentralisée

un partenariat renouvelé entre l'État et les collectivités locales

Lors de la Commission nationale de coopération décentralisée (CNCD) du 19 septembre 2007, Jean-Marie Bockel, Secrétaire d'État à la Coopération et à la Francophonie, a évoqué les principaux enjeux d'une coopération décentralisée de nouvelle génération qu'il appelait de ses vœux :

- Concilier l'autonomie nécessaire des collectivités territoriales avec la volonté d'élaborer des partenariats avec les autres acteurs (État, ONG, entreprises, organisations internationales, Union européenne),
- Associer les collectivités territoriales plus en amont pour passer du stade de l'information à celui du dialogue sur les politiques publiques et du partenariat stratégique,
- Travailler en commun en amont et autour des grands rendez-vous internationaux. Pour mettre en œuvre ces orientations, il a été demandé aux Ambassades de :
 - Désigner pour celles qui ne l'ont pas encore fait un correspondant permanent pour les questions de coopération décentralisée ;
 - Établir un rapport annuel sur les actions menées dans leurs pays de résidence par les collectivités territoriales à adresser pour le 31 décembre de chaque année au Délégué pour l'action extérieure des collectivités locales qui les annexera à son rapport annuel ;
 - Mener un dialogue avec les collectivités territoriales en amont de l'élaboration des Documents cadre de partenariat (DCP) et, si possible, à l'occasion notamment de la revue à mi-parcours, annexer au DCP les orientations pour la coopération décentralisée dans leur pays de résidence à la suite de cette concertation.

Contact • Jérôme Duplan, Chargé de mission à la communication auprès du Délégué pour l'Action Extérieure des Collectivités Locales - jerome.duplan@diplomatie.gouv.fr - tél. 01 53 69 35 15 - www.diplomatie.gouv.fr/cncd

AU PLAN EUROPÉEN

Changement climatique : nouvelle alliance avec les Pays en développement

La Commission européenne a adopté, le 18 septembre dernier, une communication proposant l'instauration d'une nouvelle alliance sur le changement climatique entre l'Union européenne et les pays en développement les plus touchés et les plus démunis face au changement climatique. Dans ce cadre, l'Union européenne et ces pays s'emploieront de concert à intégrer le changement climatique dans leurs stratégies de réduction de la pauvreté. L'Union et les États membres engageront d'importantes ressources dans la lutte contre le réchauffement climatique dans ces pays. Les mesures incluront une meilleure préparation aux catastrophes naturelles qui devraient être plus fréquentes et plus intenses à l'avenir, en raison du réchauffement de la planète. L'alliance mondiale pour la lutte contre le changement climatique souhaite intégrer le changement climatique dans la coopération au développement.

Communication de la Commission disponible sur http://ec.europa.eu/development/services/news_en.cfm

Commission européenne vers une reconnaissance du rôle des autorités locales ?

À l'automne 2007, la Commission a lancé un nouveau programme thématique intitulé « Les acteurs non étatiques et les autorités locales dans le développement », qui remplace les anciens programmes « Cofinancement ONG » et « Coopération décentralisée ». Il s'agit d'un programme axé sur les acteurs, qui vise à renforcer les capacités en soutenant les initiatives des acteurs non étatiques et des autorités locales de l'Union européenne et de pays en développement partenaires. L'objectif général est de contribuer à réduire la pauvreté dans le contexte du développement durable, notamment pour atteindre les objectifs du millénaire de développement des Nations unies. Il sera mis en œuvre en 2 phases : 2007-2010 et 2011-2013 et devrait être doté d'un budget de 208 millions d'euros par an. Une ligne spécifique aux autorités et collectivités locales a été prévue, correspondant à 15 % du budget total, soit 30 millions d'euros par an pour la période 2007-2013. Ces fonds seront accessibles via des appels à propositions, diffusés sur le site web des délégations de la Commission et sur le site de EuropAid.

Pour en savoir plus • <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/r12554.htm>
http://ec.europa.eu/europeaid/where/worldwide/civil-society/details_fr.htm

AU PLAN INTERNATIONAL

Ambassade de France au Bénin

M. Hervé Besancenot, Ambassadeur de France au Bénin, a pris ses fonctions le 6 juillet 2007. Par ailleurs, il est à noter que le nouvel interlocuteur sur les questions de décentralisation et de coopération décentralisée au Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) de l'Ambassade de France à Cotonou est désormais M. Alain L'Héritier, qui occupait au préalable un poste au SCAC de l'Ambassade de France au Maroc.

Contact • Ambassade de France au Bénin - av. Jean-Paul II - BP 966 - Cotonou
tél. (229) 21 30 02 25 - Fax. (229) 21 30 07 57 - www.ambafrance-bj.org/

Sénégal

Pôle de la Coopération non gouvernementale

Face à la montée en puissance des acteurs non gouvernementaux et à leur contribution croissante dans la mise en œuvre de la politique française de coopération et de solidarité internationale, le Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) de l'Ambassade de France à Dakar a mis en place le Pôle de la Coopération Non Gouvernementale.

Espace public d'accueil et de conseils dédié aux acteurs non gouvernementaux sénégalais et français, ses principales missions sont les suivantes :

- Répondre aux demandes des acteurs non gouvernementaux et mettre à leur disposition l'expertise de la coopération française,
- Informer les acteurs non gouvernementaux sur les mécanismes français de cofinancement des projets,
- Promouvoir la capitalisation des expériences,
- Renforcer la visibilité de la coopération non gouvernementale franco-sénégalaise.

Le Pôle assure également la coordination des différents instruments d'appui de la coopération non gouvernementale franco-sénégalaise. Chacun des mécanismes de cofinancement de projets fait l'objet d'une plaquette de présentation que vous pourrez télécharger sur le site web de l'Ambassade de France à l'adresse suivante :

http://ambafance-sn.org/article.php3?id_article=628

Contact • Pôle de la Coopération Non Gouvernementale - SCAC - Ambassade de France à Dakar
tél. (221) 839 53 27 - Pole.CNG@diplomatie.gouv.fr

Des chèques-déjeuner pour les bénévoles et les volontaires associatifs

Opérationnel depuis le 25 octobre 2007, la mise en place de ce dispositif a été suggérée dans les décrets d'application de la loi du 26 mai 2006 sur le statut du volontariat associatif.

Les chèques-déjeuner « volontaire et bénévole » sont exonérés de charges patronales et fiscales au même titre que le chèque-déjeuner salarié. En revanche les règles d'émission et de prise en charge diffèrent. Il s'agit là d'un bon moyen pour les associations de fidéliser les ressources humaines hors salariat, de valoriser leur apport, mais également de contribuer à créer des liens entre salariés, bénévoles et volontaires par une sorte d'harmonisation des traitements. Le site du « Groupe chèque-déjeuner » dispose d'un simulateur pour déterminer les coûts.

Pour plus d'informations

<http://www.chèque-dejeuner.com/3-bonnes-raisons-de-cheque-dejeuner/association-benevole-volontaire-principe-simple.jsp>

VOD - Vidéo à la demande

www.HumanWorldAVbank.net est un site de VOD (Video on Demand) dédié au développement durable et à la solidarité internationale. Ce site bilingue est une base de données qui regroupe gratuitement depuis 2005 des films produits par des producteurs indépendants, des ONG et des organismes internationaux. Cette initiative de mutualisation de ressources audiovisuelles est l'œuvre militante de Gilles Reboux, auteur indépendant d'Annecy, reporter et réalisateur spécialisé depuis plus de 20 ans en développement durable et solidarité internationale. Son site a été l'un des dix lauréats du concours Imaginove en 2006 et le soutien de la Région Rhône-Alpes ainsi obtenu lui a permis de développer avec Thierry Billardon, webmaster et directeur du site, la fonction Vidéo à la Demande (VOD). Le site est opérationnel depuis septembre 2007 : les enseignants et éducateurs peuvent choisir des vidéos à télécharger et à exploiter lors de séances de projection gratuites. Un outil de recherche « online » très complet fonctionne avec un classement thématique, géographique et par mots clés. Il est prévu de proposer des fiches pédagogiques avec chaque film catalogué sur son site. Un réseau de soutien à ce projet se met en place et les membres peuvent participer de diverses manières : promotion du site auprès d'amis, de collègues ou du public de son organisation, aide à la rédaction de fiches pédagogiques, recherche de nouveaux films à cataloguer ou soutien à la recherche de financement et de mécènes. La curiosité de tous les internautes sensibles aux sujets du développement durable sera un bel encouragement pour les promoteurs du site !

Contact • Gilles Reboux

Reportages et réalisations audio-visuelles
285 Chemin des Tâtes - 74330 Lovagny
tél. 04 50 22 58 73 - www.HumanWorldAVbank.net

AGENDA

1^{er} Salon européen de Commerce équitable à Lyon Du 1^{er} au 3 février 2008

Cette initiative a été lancée par Equi'sol et ses partenaires afin de développer les filières commerciales et promouvoir le mouvement du commerce équitable à un niveau européen. Le 1^{er} Salon européen poursuit trois objectifs principaux :

- Contribuer à développer les filières de commerce équitable en favorisant la mise en relation de l'offre et de la demande, les contacts et échanges commerciaux entre les professionnels européens ;
- Mobiliser les acteurs des différents pays d'Europe et des différents réseaux afin de créer un espace d'échanges, de débat constructif dépassant les polémiques nationales ;
- Sensibiliser le grand public aux enjeux du commerce équitable et valoriser la diversité des produits issus du commerce équitable.

Le salon propose un programme riche et varié qui vise à satisfaire les professionnels mais aussi le grand public. Il rassemblera 150 exposants venus de différents pays européens et attend 8000 visiteurs. Seront aussi présents les acteurs engagés dans des actions d'éducation, de sensibilisation et de plaidoyer, ainsi que des ONG de développement et d'appui au Sud. Du samedi 2 février 2008 midi jusqu'au dimanche 3 février, le salon sera ouvert au grand public pour lui faire découvrir les produits issus du commerce équitable.

Contact

Véronique Brousseau
Equi'Sol - 15 rue Jacquet - 38000 Grenoble
tél. 04 38 21 05 11 - equisolvbrousseau@free.fr
info@salon-europeen-commerce-equitable.org
www.salon-europeen-commerce-equitable.org

PUBLICATIONS

Alternatives Sud « Retour de l'esprit de Bandung ? »

Les nations du Sud retrouvent aujourd'hui la capacité de bousculer collectivement un ordre mondial qui leur est nettement défavorable. D'où les questions posées par ce dossier : à quelles conditions un « tiers-monde » hétérogène aux intérêts passablement divergents peut-il modifier durablement les déséquilibres qui caractérisent les relations Nord-Sud ? Quelles sont les coalitions en présence, et à quelles stratégies géopolitiques renvoient-elles ?

Vol. 14 (2007) n° 3 - 18 €
Pour commander
Édition Syllepse - 69 rue des Rigoles - 75020 Paris
www.syllepse.net

PUBLICATIONS

Gouvernance et libertés locales pour une reconnaissance de l'Afrique

L'Afrique est-elle soluble dans la démocratie et dans le processus de décentralisation ? Son auteur, Soungalo Ouattara, ministre burkinabè, apporte des réponses documentées et vivantes à cette question qui s'inscrit dans le grand mouvement engagé par les Africains pour la conquête des libertés individuelles. En peu de temps l'Afrique est passée de la création de l'État postcolonial à un système avancé de décentralisation et de nouvelles libertés locales. Ce mouvement à marche forcée demande de grandes ressources humaines et s'adosse à un nouveau contrat de responsabilité. Il fait appel au meilleur de l'Afrique. Pour bien comprendre les réformes en cours et le sens de leur finalité, M. Ouattara fait appel à son expérience politique. Il mobilise aussi les ressources de l'histoire, de la science politique et de la culture pour visiter les passés africains et tracer des perspectives de développement pour le continent. La décentralisation est une nécessité pour conduire le changement et le progrès au plus près du terrain, mais elle est d'abord un grand défi qui en appelle aux valeurs positives de l'Afrique. M. Ouattara connaît parfaitement son sujet. Loin d'être un ouvrage théorique, son livre est le résultat d'une grande réflexion et d'une expertise incontestée du fonctionnement des collectivités locales. Il s'adresse à tous ceux qui, loin des clichés, veulent vraiment comprendre les ressorts de la vie politique africaine.

Sept. 2007, Édition Karthala, prix : 23 €
Pour commander • www.karthala.com/rubrique/detail_produit.php?id_oeuvre=1828

Trop jeunes pour changer le monde ?

Altermondes est une revue trimestrielle de la solidarité internationale destinée à tous ceux qui s'intéressent aux questions de solidarité internationale, de développement durable, de droits humains... elle cherche à favoriser la compréhension des questions et enjeux internationaux et à promouvoir les pratiques et les comportements responsables. Son point fort : la parole aux acteurs de la solidarité internationale, au Nord mais surtout au Sud et à l'Est. « Trop jeunes pour changer le monde ? », tel est le thème du dossier spécial de 24 pages paru dans le numéro de septembre 2007. Un dossier qui donne la parole à des jeunes qui s'engagent, ici et là-bas, pour construire un autre monde. Un dossier qui colle aux messages et aux valeurs portées par la Semaine de la solidarité internationale et qui atteste du dynamisme des associations de solidarité internationale portées par des jeunes. Un dossier conçu en partenariat avec Animafac, Bioforce, CCDF, Ciedel, Cnajep, Étudiants & Développement, Fage, Les Francas, Ingénieurs sans Frontières, Ligue de l'enseignement, Ritimo, Solidarité laïque et Starting Block.

Prix 5 €
Contact • Altermondes
14 Passage Dubail - 75010 Paris - tél. 01 44 72 89 72 - altermondes@altermondes.org - www.altermondes.org

L'état de la mondialisation 2008

Commerce mondial, nouveaux conflits, mutations sociales, environnement, gouvernance globale : avec plus de cent cartes et les analyses des chercheurs du Centre d'études et de recherches internationales (CERI), ce hors-série fait le point sur les phénomènes qui bouleversent l'ordre mondial et les nouvelles règles en émergence.

Alternatives Internationales - Hors-série n° 5 - novembre 2007 - 7,90 € €
www.alternatives-internationales.fr

Solidarité internationale Agenda et le calendrier 2008

Une façon originale et pratique de sensibiliser à la solidarité internationale pour un développement durable. Avec cet agenda, vous découvrirez mille et une informations pour la solidarité internationale au quotidien (dates clés pour fêter la paix, la solidarité et les droits de l'Homme, citations, campagnes, initiatives, références bibliographiques...), tout en profitant des fonctionnalités d'un agenda classique.

Édité par Ritimo en partenariat avec 15 structures associatives et des professionnels de l'information. 160 pages. Prix 10 €. Disponible en librairies, dans les centres et relais Ritimo et dans les boutiques Artisans du Monde.
Pour commander • orcades@orcades.org - www.orcades.org

Français/Peul

Guide pratique de communication

Ce guide de communication est conçu pour les francophones qui visitent les pays d'Afrique de l'Ouest francophone, mais aussi pour les personnes intéressées par la langue et la culture du peuple peul qui est présent dans plus de 20 pays d'Afrique subsaharienne. Le guide comprend des notions grammaticales de base, des bases de conversations touchant la vie quotidienne et des milliers de mots et d'expressions qui faciliteront l'apprentissage de cette langue véhiculaire de l'Afrique de l'ouest francophone aux visiteurs et amoureux de la sous-région.

Prix : 10 €

De l'auteur, Mamadou Dia, président de Tabital Pulaaku (Association pour la promotion de la langue et de la culture Peul à Paris) - 12 bis rue d'Annam - 75020 Paris - tél. 06 66 53 45 89

Pour commander • vamtaare@hotmail.com - poulagu@yahoo.fr

RECHERCHE DE PARTENAIRES

RÉSACOOP NE FAIT QUE RELAYER

LES RECHERCHES DE PARTENAIRES ET N'EST DONC AUCUNEMENT RESPONSABLE DE LEUR CONTENU.

Madagascar

Le chef de la circonscription scolaire (Cisco) de Manandriana et le chef de district de Fénérive-Est souhaiteraient se jumeler avec deux communes de la région Rhône-Alpes. -Manandriana est une des 111 circonscriptions scolaires du Ministère de l'Éducation nationale et de la recherche scientifique. Elle est située à 300 km au sud de la capitale et, compte environ 110 000 habitants; elle est répartie en dix zones d'animation pédagogique (ZAP) limitées par 10 communes. Le chef Cisco est responsable de 125 établissements, avec plus de 600 enseignants et 22 000 élèves. Un des grands objectifs de la Cisco est la réalisation effective de la politique de l'Éducation pour tous, compte tenu de l'insuffisance des infrastructures logistiques et pédagogiques et de l'enclavement de la plupart des établissements scolaires. La Cisco projette actuellement la mise en place du Hall d'information d'éducation et de communication scolaire pour renforcer la capacité d'apprentissage et la formation à distance.

-Fénérive-Est se situe à environ 450 km au nord-est de la capitale au bord de l'Océan indien. C'est le chef-lieu de la Région d'Analanjiro. La ville compte un peu plus de 300 000 habitants. Ceux-ci vivent de l'exploitation des clous de girofle, des litchis et de la pêche fluviale et marine. Les services publics déconcentrés sont sous la responsabilité du chef de district. Le district a le projet d'exploiter de nombreux sites pour développer le tourisme.

Contacts • M. Albert Raharijaona, chef Cisco de Manandriana - tél. 06 14 75 10 79 - 00261324445623
Mme Harilalao Marie-Hortense Ranivosoa, chef de district de Fénérive-Est - tél. 00261331243094
alyraharijaona@yahoo.fr

Burkina Faso

L'école primaire publique de Ouarkoye (département situé au nord-ouest du pays, province du Mouhoun) recherche un partenariat ou un jumelage avec une association de la région Rhône-Alpes travaillant dans le domaine de l'éducation. L'école a été créée en 1944. Elle a fonctionné avec trois classes CP, CE et CM jusqu'en juin 1975 puis elle a été normalisée à 6 classes CP1, CP2 CE1, CE2, CM1 et CM2. Cette année, elle a célébré son 60^e anniversaire. Actuellement, l'établissement est vieillissant et se dégrade rapidement. Le nombre d'élèves augmente chaque année et les locaux ne suivent plus. L'école rencontre de graves problèmes économiques et c'est pourquoi elle fait appel à une association du Nord. M^{me} Haoua Kone Tago, est une ancienne élève de cette école. Elle est actuellement inspectrice de l'Enseignement du 1^e degré et chef du service des TIC du Ministère de l'Enseignement de base et de l'alphabetisation (MEBA).

Contact • Mme Haoua Kone Tago - tél. 00226 50 36 19 28 - Portable 00226 70 26 15 08 - htkone2@yahoo.fr

Handicap International Colloque international les 12 et 13 février 2008 à Lyon

Dans le cadre de la célébration de son 25^e anniversaire, Handicap International organise un colloque international sur le thème : « Mouvements contestataires, organisations contestées ou acteurs incontournables : Quel avenir pour les ONG dans la nouvelle gouvernance mondiale ? ».

Selon une approche traditionnelle, la diplomatie internationale est un champ d'action réservé aux États et, par extension, à des organismes internationaux auxquels ces États délèguent collectivement une partie de leur compétence dans le cadre de mandats précis.

Dans cette perspective, les ONG restent souvent des partenaires supplétifs, chargés d'incarner « une coopération de proximité », en même temps que la bonne conscience d'une planète désorientée. Confrontées à l'augmentation continue de leurs actions sur le terrain, obtenant des résultats concrets et parfois spectaculaires sur la scène internationale, mais touchées également par des mises en cause parfois virulentes, les ONG se posent logiquement la question de leur contribution à une nouvelle gouvernance mondiale : leur place, leur influence sur les politiques publiques, leurs responsabilités au regard de celles des autres acteurs qu'elles côtoient sur le terrain et dans l'espace public. Cette interrogation, avec ses enjeux et ses conséquences, sera le fil conducteur du colloque organisé par Handicap International les 12 et 13 février 2008.

Trois thèmes y seront abordés sous forme d'ateliers participatifs.

- 1. L'influence des ONG dans les règles de la gouvernance mondiale : les ONG sont-elles un élément moteur des dynamiques et des régulations internationales ?
- 2. Quelle place pour les ONG et leurs coalitions dans la structuration de l'espace international ?
- 3. Sur le terrain, quelle distribution des pouvoirs et des responsabilités, quelle place pour les ONG ?

Cette manifestation est parrainée par M. Lakhdar Brahimi, ancien Conseiller spécial du Secrétaire Général de l'ONU et se tiendra, au Centre des Congrès de la Cité Internationale de Lyon.

Pour plus d'informations
www.hiconference2008.org

FORMATIONS

Bioforce

Formations courtes, de nombreux thèmes au programme de janvier à mars 2008 :

- Environnement de la solidarité internationale
- Gestion de projet
- Gestion financière
- Gestion des ressources humaines
- Approvisionnement
- Préparation à la gestion des catastrophes
- Gestion de parc véhicules

Contact

Laure Vernant
l.vernant@bioforce.asso.fr - tél. 04 72 89 76 67

Formations longues : dès janvier démarrent les processus d'inscription pour les formations de Logisticien, Administrateur et Gestion de Projet.

Contacts

Clémence, pour la nouvelle formation « Chargé des Service Généraux, option logistique humanitaire »
tél. 04 72 89 74 72 - csg@bioforce.asso.fr
Julie pour l'ensemble des autres formations
tél. 04 72 89 74 71 - formation@bioforce.asso.fr

Atelier recherche de mission : deux jours pour connaître le secteur de la solidarité internationale, élaborer votre parcours professionnel et vos compétences transposables, vous aider à rédiger CV et lettre de motivation... Prochains rendez-vous les 14 et 15 février à Lyon.

Contact

Rachida Taouli
orientation@bioforce.asso.fr - tél. 04 72 89 36 05
Institut Bioforce Développement
41 avenue du 8 mai 1945 - 69694 Vénissieux cedex
tél. 04 72 89 31 41 - info@bioforce.asso.fr
www.bioforce.asso.fr

AMM : formations aux missions médicales

Vous vous sentez concerné par la santé dans les pays en développement ? Vous désirez vous engager sur le terrain ? Vous allez être confronté à des maladies peu connues ici ; vous allez devoir vous adapter à des habitudes, à des façons de voir différentes. L'AMM peut vous aider à acquérir les compétences nécessaires. Elle propose des formations spécifiques pour vous permettre d'assurer des soins préventifs et curatifs adaptés aux ressources disponibles, de participer à un programme de développement sanitaire, d'éviter bien des erreurs et difficultés.

Les thèmes et les dates des prochaines formations :

- **Techniques de base pour le laboratoire de brousse** - Du 7 janvier au 8 février
- **Promotion du développement sanitaire en milieu tropical** - Du 4 février au 14 mars
- **Pathologie et hygiène en milieu tropical** - Du 13 mai au 27 juin

Pour plus d'informations

A.M.M., 74 rue d'Ypres - 69316 Lyon Cedex 04
tél. 04 78 30 69 89 - fax. 04 78 39 70 97
a.m.m.ypres@wanadoo.fr - www.ammformation.org

FINANCEMENTS

Le Petit Guide des dons et mécénat

Édité par In Extenso (cabinet comptable réputé pour sa connaissance du milieu associatif), ce guide regroupe en quelques pages les réponses à bon nombre de nos incompréhensions fiscales : Quels sont les dons éligibles à la réduction d'impôt ? Quelle différence faut-il faire entre mécénat et parrainage ? Quand peut-on assurer les donateurs d'un avantage fiscal ? Quelle différence entre statut d'utilité publique et statut d'intérêt général ? Comment délivrer les reçus fiscaux ? Y a-t-il un format disponible auprès des administrations ? À quelles conditions une association est-elle habilitée à délivrer des dons fiscaux ?

Vous pouvez vous le procurer gratuitement auprès de Coordination Sud.

Pour plus d'informations • Akofa Bernasconi, Coordination Sud - bernasconi@coordinationsud.org

Programme EuroMed Jeunesse III

Il est maintenant opérationnel dans 8 des 9 pays, dits pays MEDA, ayant signé l'accord de financement avec la Commission européenne (Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Palestine, Syrie, Tunisie, et Turquie). Les Unités EuroMed Jeunesse de chaque pays organisent la sélection des projets de jeunesse (échanges, mesures de soutien et service volontaire) déposés par les porteurs de projets des pays concernés. Ces projets doivent se dérouler dans les pays MEDA. Ces projets devront être menés entre le 1^{er} juillet et le 31 octobre 2008.

Pour soumettre un projet, les porteurs des pays MEDA doivent consulter le site : www.euromedyouth.net/

Il faut ensuite télécharger les documents mis en ligne par l'Unité du pays : sur la page d'accueil du site, cliquer sur « Pays » (« Country » dans la version anglaise) et choisir dans la liste le pays concerné. Chaque pays publie ces documents sous la rubrique « Comment soumettre » ou « appel à proposition » (« Open call » ou « Call for proposal »).

Date limite de dépôt de dossier : 1^{er} février 2008

Contact • Fabiola Rivas, Chargée de mission Jeunesse - Cités Unies France - 9 rue Christiani - 75018 Paris
tél. 01 53 41 81 94 - f.rivas@cites-unies-france.org

COMMISSION EUROPÉENNE APPELS À PROPOSITIONS 2008

Programme « L'Europe pour les Citoyens » (2007-2013)

Jumelages de Villes : rencontre de citoyens

Calendrier prévisionnel 2007-2008 pour le dépôt des projets :

- **Le 01/02/2008** pour les actions commençant entre le 01/08/08 et le 30/09/08
- **Le 01/06/2008** pour les actions commençant entre le 01/10/08 et 31/12/08

Pour plus d'informations • <http://eacea.cec.eu.int/static/en/citizenship/index.htm>

Europeaid

Cisjordanie / Bande de Gaza

Programme Euro-Med Jeunesse III pour les territoires palestiniens occupés.

Référence : EuropeAid/125496/M/ACT/PS

www.delwbg.ec.europa.eu/

www.europa.eu.int/comm/europeaid/cgi/frame12.pl

Dépôt des dossiers : 1^{er} février 2008

Cisjordanie / Bande de Gaza

Partenariat pour le Programme de Paix 2007

Référence : EuropeAid/126231/L/ACT/PS

www.delwbg.ec.europa.eu/

www.europa.eu.int/comm/europeaid/cgi/frame12.pl

Dépôt des dossiers : 7 février 2008

Mali

Fourniture et installation de 20 systèmes d'adduction d'eau potable.

Pour le compte du Programme d'appui aux collectivités territoriales pour l'eau potable et l'assainissement (PACTEA) dans les Centres semi-urbains de la Région de Kayes.

Référence : EuropeAid/125886/D/SUP/ML

Dépôt des dossiers : jusqu'au 9 janvier 2008

République de Centrafrique

Programme d'accompagnement social dans le cadre de SRAID Bouar Fамbele (9 ACP CA 14).

Référence : EuropeAid/126067/M/ACT/CF

<http://ec.europa.eu/europeaid/cgi/frame12.pl>

www.delrca.ec.europa.eu

Dépôt des dossiers : 9 janvier 2008

Amérique centrale

Préparation, développement et suivi du plan régional de réduction des désastres du plan environnemental de la région Amérique centrale et de sa stratégie de ressources hydrologiques.

Référence : EuropeAid/126039/D/SER/Multi

<http://ec.europa.eu/europeaid/cgi/frame12.pl>

Dépôt des dossiers : 4 janvier 2008

Israël

Activités culturelles régionales et locales 2008.

EuropeAid/126233/L/ACT/IL

<http://ec.europa.eu/europeaid/cgi/frame12.pl>

Date de dépôt des dossiers : 31 janvier 2008

Moldavie

Programme de Voisinage Roumanie / Moldavie 2004 – 2006.

Moldavie - EuropeAid/126251/L/ACT/MD

www.europa.eu.int/comm/europeaid/cgi/frame12.pl

Date de dépôt des dossiers : 15 février 2008

Tous les appels sont publiés sur la page : <http://ec.europa.eu/europeaid/cgi/frame12.pl>

Pour plus d'informations • Coordination Sud, Jennie Saint-Sulpice – saintsulpice@coordinationsud.org

Centre International pour le Développement Local (CIEDEL)

Pour le 1^{er} semestre 2008, Le CIEDEL propose des formations courtes sous forme de modules s'adressant à des acteurs du développement ayant une expérience professionnelle de 2 à 5 ans minimum, en fonction de leur niveau de formation :

- **Du mondial au local: contraintes et marges de manœuvre** - Du 3 au 25 janvier
- **Enjeux et pratiques du partenariat** - Du 28 janvier au 25 février
- **Politiques et dynamiques de décentralisation** - Du 3 au 21 mars
- **Ingénierie de formation d'adultes** - Du 3 au 18 janvier
- **La gestion du cycle de projet, de l'identification à la mise en œuvre** - Du 18 février au 14 mars
- **Genre et développement: lecture d'une construction sociale** - Du 17 au 29 mars

Pour plus d'informations

Marie-Christine Tête ou Stéphanie Latreille
CIEDEL - 19 rue d'Enghien - 69002 Lyon
tél. 04 72 77 87 50 - ciedel@univ-catholyon.fr
www.ciedel.org

Centre Européen de Santé Humanitaire (CESH)

Imaginez à une même table un médecin militaire, un chercheur sur le paludisme, une journaliste, un anthropologue et un militant des droits de la personne... ne cherchez plus, vous participez à une formation du CESH qui a pour mission de former et de rapprocher les acteurs de l'humanitaire !

Vous envisagez de partir en mission humanitaire ? Vous êtes déjà engagé dans le secteur de la solidarité ? Vous êtes médecin, pharmacien, dentiste, vétérinaire, sage-femme, logisticien, paramédical, opérateur politique ou administratif de l'action humanitaire ou étudiant en fin de cycle dans les mêmes disciplines ? Le CESH vous propose des formations courtes, pragmatiques, performantes.

Programme des formations pour le 1^{er} semestre 2008

- **Anesthésie réanimation humanitaire** - Du 8 au 10 janvier
- **Humanitaire et coopération civilo-militaire** - Du 14 au 18 janvier - Du 25 au 29 février
- **Diplôme Inter universitaire de Santé Humanitaire** - Du 3 au 21 mars
- **Passeport pour l'action humanitaire** - Du 20 au 22 mai

Pour plus d'informations

CESH, Université Claude Bernard Lyon I
Site de Gerland
50 avenue Tony Garnier - 69366 Lyon cedex 07
tél. 04 37 28 74 57 - info@cesh.org - www.cesh.org

SITE INTERNET

L'Espace « Jeunes » change de look

Depuis un mois, vous pouvez découvrir une nouvelle « porte d'entrée » dans l'Espace Jeunes de notre portail internet, plus détaillée et plus interactive avec les autres rubriques, en particulier la base de données des acteurs régionaux de la coopération et de la solidarité internationale. D'autres surprises vous attendent dans les prochains mois : une nouvelle rubrique, intitulée « Action du Mois » qui mettra en lumière, chaque mois, une action rhônalpine destinée aux jeunes ou réalisée par des jeunes; mais aussi une meilleure consultation de la base de données spécifique à l'Espace Jeunes pour vous permettre de trouver facilement la structure près de chez vous qui pourra vous accompagner dans votre projet.

Rubrique emploi / stage

Vous êtes nombreux à utiliser cette rubrique, soit en déposant un CV, soit en diffusant une offre d'emploi ou de stage. Nous souhaiterions aujourd'hui mesurer l'efficacité du service afin d'apporter des améliorations.

Nous faisons donc appel à tous les utilisateurs, quels qu'ils soient, pour nous transmettre leurs témoignages et réactions : certains d'entre vous ont-ils été contactés pour un entretien de recrutement ou ont-ils trouvé un poste grâce à la mise en ligne de leur CV? Combien de candidats ont-ils répondu après la diffusion de vos offres d'emploi et de stage sur notre site web? Avez-vous déjà recruté des personnes qui avaient consulté votre annonce sur le portail Résacoop? Consultez-vous les CV en ligne pour vos recrutements? etc.

Merci de nous transmettre votre avis par courrier électronique en inscrivant en objet : suivi rubrique emploi/stage.

Contact

Isabelle Taine - mail@resacoop.org

Résultats du quiz spécial 50^e numéro

Dans notre précédent numéro, nous vous proposons de participer à un jeu sous forme de questionnaire, à l'occasion du 50^e numéro de la Lettre de Résacoop. Vous avez été nombreux à y participer et nous vous en remercions.

L'heureuse gagnante du panier garni de produits issus du commerce équitable est Mme Marlène Delabre, habitante de Saint Genis Laval (69). Bravo à elle et encore merci de votre participation !

CHANTIER « JEUNES »

Les membres du chantier « Jeunes » se sont réunis le 19 octobre à Bioforce. Une rencontre dense puisqu'elle aura permis de mutualiser informations et pratiques, de faire le point sur la dynamique du chantier et de définir les priorités d'action pour 2008.

Au menu pour l'année prochaine : l'organisation d'une journée d'échange inter-réseaux départementaux mobilisés autour de l'accompagnement des jeunes ayant un projet à l'international et l'animation d'un groupe de travail sur la formation des accompagnateurs de jeunes.

Les membres du chantier se retrouveront à deux reprises en 2008 et ont inscrit au programme un temps d'échange avec des professionnels de l'accompagnement de publics jeunes hors champ de la solidarité internationale.

Bienvenue à Céline Bernigaud qui représentera désormais le CCFD et félicitations à Olivier Vandecasteele (Bioforce) qui reprend le pilotage du chantier.

Contact • David Hacquin - dhacquin@resacoop.org

RÉUNIONS

L'organisation du système de santé au Laos

Comme nous vous en avons informé dans notre précédent numéro, nous avons organisé en octobre la rencontre entre une délégation de quatre médecins laotiens, travaillant à l'hôpital de Thakhek au Laos, et les associations rhônalpines engagées en Asie du sud-est, autour du thème : « Comment coopérer avec le Laos et plus largement avec l'Asie du Sud-Est dans le domaine de la santé? ». L'accueil de cette délégation s'inscrit dans le cadre des relations de coopération que la Région Rhône-Alpes a nouées avec la province de Kammouane à partir de 1997, à l'instigation de l'association Amitié Coopération France Laos (ACFL). Celle-ci accompagne depuis plus de 10 ans la réhabilitation de l'hôpital provincial de Thakhek lequel est devenu aujourd'hui un hôpital de référence au Laos.

Lors de la réunion du 16 octobre, le Docteur Tran Minh, Professeur à l'Université Lyon 1, a présenté le système hospitalier et l'organisation des études de médecine au Laos. La délégation de 4 médecins laotiens, accueillie en stage à l'hôpital Lyon Sud (Hospices Civils de Lyon), ainsi que les représentants de l'AFCL et de la Région Rhône-Alpes, ont ensuite contribué au débat sur la place des acteurs français dans la mise en œuvre des politiques de santé publique en Asie du sud-est. Cette rencontre a également été l'occasion de créer de nouveaux liens entre les associations présentes et les partenaires laotiens.

Le compte-rendu de la réunion sera prochainement disponible sur notre site internet à la rubrique Boîte à Outils – réunions géographiques.

Contact • Corinne Lajarge - clajarge@resacoop.org

Burkina Faso

Les Rencontres de la Coopération décentralisée franco burkinabè ont lieu les 6 et 7 décembre 2007 à Ouagadougou. En préparation à celles-ci, nous avons convié les acteurs rhônalpins travaillant au Burkina Faso, à débattre le 25 octobre dernier autour des trois thèmes qui seront au cœur des Rencontres : coopération décentralisée et appui institutionnel, coopération décentralisée et valorisation des ressources, synergies possibles entre les collectivités du Burkina Faso et les PME françaises.

L'occasion aussi de faire le point sur l'avancement de la décentralisation au Burkina Faso, à travers l'intervention de M. Mamadou Sembene, directeur de la Maison de la coopération décentralisée (MCD) et de connaître précisément l'organisation de ces Rencontres dont la programmation a été présentée par M. Michel Roux, Président du Groupe Pays « Burkina Faso » à Cités Unies France.

Cette réunion a rassemblé 46 participants, issus de collectivités locales et d'associations de la région, qui se sont questionnés sur la place des acteurs rhônalpins dans le processus de décentralisation et sur la manière dont ils peuvent accompagner les collectivités locales burkinabè dans la mobilisation de nouvelles ressources.

Le compte-rendu de la réunion est téléchargeable sur notre site internet à la rubrique Boîte à Outils – réunions géographiques.

Contact • David Hacquin - dhacquin@resacoop.org